

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère des transports et des travaux publics L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): a. Navires de haute mer pesant 1 600 tonnes ou plus dont la construction a été achevée le 1er août 1987 ou après cette date. Navires de haute mer pesant 1 600 tonnes ou plus achevés avant le 1er août 1987 et navires pesant moins de 1 600 tonnes achevés le 1er août 1987 ou après cette date, dans les limites du raisonnable et du possible dans la pratique. b. Appareils de mesure du niveau de bruit à bord des navires. c. Dispositifs de protection antibruit destinés à être utilisés à bord des navires.
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Avis à l'industrie maritime portant modification de l'Avis à l'industrie maritime n° 213/1987 (Règlement sur les niveaux de bruit à bord des navires)
6.	Teneur: Cet avis énonce des règles relatives aux niveaux de bruit maximaux admissibles en divers emplacements à bord des navires en vue d'y améliorer les conditions de travail et la sécurité. Liste indicative des règlements techniques que renferme l'annexe de l'avis: sections 3, 4, 5, 6 et 7. Cet avis met en oeuvre la résolution A.468(XII) de l'OMI et ne renferme aucune règle nationale supplémentaire.

7.	Objectif et justification: Si ce projet de modification d'avis implique des obstacles techniques au commerce, ceux-ci sont justifiés à des fins de protection de la sécurité publique ainsi que de la santé des personnes. Une disposition en rapport avec la reconnaissance mutuelle est incorporée dans l'article 2 pour les produits étrangers qui satisfont aux prescriptions équivalentes énoncées dans le pays d'origine.
8.	Documents pertinents: Décret de 1965 sur les navires. Résolution A.468(XII) de l'OMI.
9.	Date projetée pour l'adoption: 5 novembre 1997 Date projetée pour l'entrée en vigueur: 6 novembre 1997
10.	Date limite pour la présentation des observations: 4 novembre 1997 Les Pays-Bas procéderont à la mise en oeuvre de la mesure envisagée après 45 jours si, entre-temps, aucune observation ni aucune demande de prorogation du délai n'a été présentée par d'autres Membres.
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de téléfax d'un autre organisme: